

coupole régionale. Une seule table ronde de négociation pour l'ensemble du non marchand bruxellois est également à ce niveau un signe du renforcement de l'identité bruxelloise. Elle est préférable à des négociations séparées avec les différents pouvoirs institutionnels. Deux réunions se sont déjà tenues les 27/10/05 et 30/11/05 où les représentants des travailleurs et des employeurs étaient invités à relever et chiffrer, activité par activité, tant pour la COCOM que pour la COCOF et la VGC, les points de l'accord 2000-2005 qui n'ont pas été réalisés et ensuite hiérarchiser et chiffrer les revendications déposées en vue d'un accord pour 2006-2010.

Ces orientations dans le secteur non marchand sont le miroir de l'élan imprimé dans le contexte économique par le Contrat bruxellois pour l'Economie et pour l'Emploi (appelé familièrement C2E) signé en mars 2005 par le gouvernement régional bruxellois et les partenaires sociaux. Véritable pilier de la législature, ce Contrat pour l'Economie et pour l'Emploi 2005-2010 se veut au-delà d'une colonne vertébrale de mesures, un contrat d'adhésion, témoin de la prise de conscience qu'une mobilisation s'impose de tous les acteurs bruxellois pour relever les défis sociaux et économiques à Bruxelles. En effet, pour garantir le développement de la région à long terme, l'association de toutes les forces vives, économiques, sociales et politiques est plus que jamais nécessaire.

A la chaleur de cette dynamique, il nous reste à vous présenter pour l'année 2006 nos meilleurs vœux de bonheur et de détermination dans la lutte pour un développement social et économique durable au sein de notre région. A bientôt.

intersectorale rondetafel 2006-2010 onder de gewestelijke koepel. Eén enkele rondetafel voor onderhandelingen met de hele Brusselse non-profit is ook op dit niveau een teken van versterking van de Brusselse identiteit, en verdient de voorkeur op afzonderlijke onderhandelingen met diverse institutionele overheden. Twee vergaderingen vonden reeds plaats op 27/10/05 en 30/11/05. De vertegenwoordigers van werknemers en werkgevers werden hier uitgenodigd om voor elke activiteit, zowel voor de GGC als voor de COCOF en de VGC, cijfermatig in te gaan op de punten van het akkoord 2000-2005 die niet werden gerealiseerd, en daarna de eisen die werden ingediend met het oog op een akkoord voor 2006-2010, te hiërarchiseren en te becijferen.

Deze oriënteringen in de non-profitsector weerspiegelen het elan dat in de economische context werd uitgedrukt in het Brusselse Contract voor Economie en Tewerkstelling (CET) dat in maart 2005 werd ondertekend door de regering van het Brussels Gewest en de sociale partners. Dit Contract Economie-Tewerkstelling is een echte pijler van deze legislatuur. Het wil niet alleen een ruggengraat van maatregelen zijn, maar ook een engagement, een getuige van de bewustwording dat een mobilisatie van alle Brusselse spelers nodig is om de sociale en economische uitdagingen in Brussel aan te pakken. Om de ontwikkeling van het gewest op lange termijn te garanderen, is meer dan ooit de bundeling nodig van alle productieve, economische, sociale en politieke krachten.

Naast de warmte die uitstraalt van deze dynamiek, hoeven wij u enkel nog onze beste wensen over te maken voor 2006: moge het een jaar worden van geluk en vastberadenheid in de strijd voor een duurzame sociale en economische ontwikkeling in ons gewest. Tot binnenkort.



Marc DUMONT

Andrée LEJEUNE

La pauvreté: hier, aujourd'hui, et demain ?



Cette année la Belgique a fêté ses 175 ans. Cet anniversaire est l'occasion, comme pour tout anniversaire, de jeter un coup d'œil en arrière, de faire le point, d'analyser le chemin parcouru et de se projeter dans l'avenir, notamment en matière de pauvreté.

Que signifiait être pauvre il y a 175 ans? Comment la lutte contre la pauvreté s'est-elle mise en place et a-t-elle évolué?

Hier¹

Au 19^{ème} siècle, la pauvreté n'est pas qu'un problème pour les pauvres, elle est également une préoccupation des classes nanties. Celles-ci se sentent menacées par les pauvres qu'elles considèrent comme une classe dangereuse qui serait susceptible de se révolter.

Après 1886 et la première grande grève générale, émerge une prise de conscience des conditions de vie des travailleurs et de la pauvreté qui y est liée. A cette époque, en effet, une personne est pauvre parce qu'elle est obligée de travailler pour vivre, parce qu'elle n'a pas d'autre revenu que celui du travail. Le travail se révèle être un facteur d'exclusion sociale.

La prise de conscience de ces situations de pauvreté en fait une préoccupation centrale pour la société. Des enquêtes sur la condition ouvrière sont menées et le droit ouvrier est mis sur pied. Les ouvriers, qui depuis la révolution industrielle, travaillent en usine sont confrontés à différents risques (maladie, accident, chômage...) qu'ils essaient de maîtriser en développant des caisses d'assurance mutuelle libres.

Le régime de sécurité sociale se construit petit à petit à travers les conflits et les luttes sociales. Les assurances sociales mises sur pied par les travailleurs deviennent progressivement obligatoires avec l'avènement du droit social. L'Etat n'a d'autres choix que de le développer pour maintenir la cohésion sociale. En 1891 déjà, l'Etat accorde des subsides aux mutualités (une assurance libre à laquelle les ouvriers ne sont pas obligés de participer). Mais il n'instaure le premier régime obligatoire qu'en 1903. Celui-ci porte sur les accidents de travail. Il sera suivi en 1924 par l'assurance-pension devenue obligatoire pour les travailleurs. En 1927, la loi d'indemnisation en

¹ Ce bref rappel historique a été rédigé d'une part sur base de l'exposé de Monsieur Matéo Alaluf présenté lors de la journée du 16 juin 2005 organisée par la Fondation Roi Baudouin et le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale à l'occasion des 10 ans du Rapport Général sur la pauvreté et d'autre part sur base de la brochure "Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la sécurité sociale" du Service public fédéral de Sécurité sociale, octobre 2004.

cas de maladies professionnelles est votée. En 1930, le système d'allocations familiales est instauré pour les salariés.

Parallèlement au développement de l'assurance sociale, s'édifient d'autres types de réponse au problème de la pauvreté. En 1925, les Commissions d'assistance publique sont créées. Elles sont un filet de rattrapage pour les pauvres qui ne bénéficient pas des assurances sociales déjà mises en place. Elles sont là pour soutenir les indigents. La lutte contre la pauvreté s'inscrit à cette époque dans un système de « charité » où les pauvres sont stigmatisés.

La crise des années 30 fait émerger la nécessité d'améliorer ce qui a déjà été mis en place en simplifiant et unifiant l'acquis et en généralisant le système d'assurance obligatoire aux secteurs non encore concernés.

Ce système intégré et unifié verra le jour en 1944 par l'arrêté-loi du 28 décembre qui instaure le régime de sécurité sociale pour tous les travailleurs. Cet arrêté rend obligatoire l'assurance maladie-invalidité, le régime de soutien aux chômeurs, le régime des pensions, les allocations familiales et les vacances annuelles².

Le pacte social qui a présidé à l'élaboration de cet arrêté-loi est basé d'une part sur la paix sociale entre les organisations syndicales et patronales et d'autre part sur l'idée de solidarité. Les fruits de la croissance générés par l'économie de marché doivent être également partagés. Pour financer le système de sécurité sociale, des cotisations sociales sont prélevées à la base d'un salaire qui est dorénavant déterminé par un barème négocié. Ces cotisations seront prélevées et réparties par un seul et même organisme: l'Office National de Sécurité Sociale.

Les avancées sociales se poursuivent. Depuis 1948, la norme salariale est liée au coût de la vie: les salaires sont indexés. Un long chemin a été parcouru du salaire qui appauvrit l'ouvrier, au salaire qui échappe au marché, du travail facteur d'exclusion sociale au travail facteur d'intégration. En 1955, la semaine des 5 jours est instaurée. En 1965, trois semaines de congés payés sont garanties aux salariés.

Entre 1970 et 1983 (maximum historique), les dépenses de la sécurité sociale sont passées de 11 à 20% du PIB.

L'aide sociale s'est également développée pour ceux qui ne relèvent pas du système de sécurité sociale. En 1974, la loi sur l'octroi du minimum de moyen d'existence est votée. Le minimex constitue une limite, un garde-fou au-delà duquel les salaires ne peuvent descendre.

A partir des années 80 les systèmes de sécurité et d'aide sociale fonctionnent dans une logique de pénurie. Le déficit des finances publiques est important. Le taux de chômage est élevé et durable. En terme de marché, la norme n'est plus la productivité mais la compétitivité.

Aujourd'hui la pression sur le financement de la sécurité sociale est très forte. La part des dépenses de soins de santé à charge du patient augmente régulièrement. Les allocations sociales sont indexées mais ne permettent plus de préserver le bien-être. De plus en plus de personnes ne se sentant plus assez protégées par le système ont recours à des assurances privées.

² Ce système concerne les travailleurs salariés, ce n'est qu'une dizaine d'années plus tard que les cotisations sociales commencent à devenir obligatoires pour les travailleurs indépendants.

Depuis sa création, le système de sécurité sociale a été en perpétuel changement. Il s'adapte aux évolutions. Si actuellement nous assistons à une érosion des droits sociaux, le système n'est pas au bord de l'effondrement. Globalement, en 125 ans, les progrès enregistrés en matière de lutte contre la pauvreté ont été considérables.

Mais cela n'empêche, il est vrai, qu'à la seule lumière de ces 25 dernières années, plutôt que de continuer sur une progression, le système connaît une régression alors que les richesses produites n'ont jamais été aussi nombreuses.

Aujourd'hui

Aujourd'hui, en Belgique, 1,3 million de personnes vivent dans la pauvreté ou la précarité. Celles-ci ne cessent d'être en progression.

Quelques chiffres en vrac pour Bruxelles:

Plus d'un quart des bruxellois vit dans un ménage où aucun travail rémunéré est exercé.

20,3 % des logements bruxellois en location coûtent plus de 496€ par mois (coût moyen plus élevé que dans les autres régions du pays).

Les Bruxellois sont plus surendettés (11,5%) que la moyenne des Belges (8,3%).

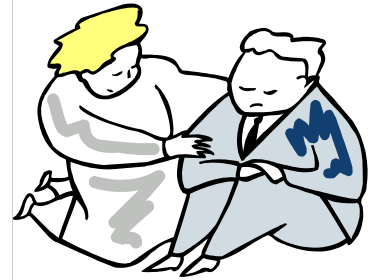
Près de 28% des travailleurs indépendants bruxellois sont classés parmi les personnes les plus pauvres, alors que la moyenne nationale est de (18%).

Afin d'évaluer le plus précisément possible la situation, c'est en 1995 déjà que le premier rapport général (et national) sur la pauvreté a été remis au ministre de l'Intégration sociale. Ce rapport innovait par sa volonté de prendre en compte la parole des personnes directement concernées vivant dans la pauvreté via leurs associations et les travailleurs de terrain concernés. Ce dialogue a permis de rendre un rapport le plus au fait possible des situations de pauvreté vécues.

Le Rapport a eu un grand impact social et médiatique. Il a débouché sur la création d'un outil structurel de lutte contre la pauvreté : l'accord de coopération conclu en 1999 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions dans lequel les différents gouvernements se sont engagés en faveur d'une lutte contre la pauvreté durable et coordonnée. Le Service de Lutte contre la Pauvreté, la précarité et l'exclusion, créé suite à cet accord de coopération, perpétue de manière structurelle ce dialogue entamé avec les acteurs de la lutte contre la pauvreté en poursuivant comme objectif d'émettre des propositions et des recommandations auprès des décideurs politiques.

10 ans après, qu'en est-il de la pauvreté en Belgique?

Afin de mettre à jour ce rapport et de mobiliser une nouvelle fois les acteurs concernés, la Fondation Roi Baudouin et le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale ont été chargés, à la demande du Ministre de l'Intégration sociale, d'organiser des moments de dialogue à Bruxelles et dans les dix provinces ainsi qu'une rencontre nationale le 16 juin 2005. Les questions relatives à l'aide sociale, à la culture, à l'enseignement, à la famille, à la justice, au logement, à la santé et au travail ont été évoquées.



Ces moments de dialogue ont mis à jour les idées suivantes:

*l'égalité et la solidarité sont des valeurs en perte de vitesse.

*En période de croissance économique, les résultats de cette croissance ne paraissent pas équitablement répartis.

*Il ne faut pas seulement créer de l'emploi mais s'assurer de la qualité des emplois.

* Beaucoup de personnes se trouvant en situation de pauvreté ou de précarité ont un emploi, mais celui-ci n'est pas suffisamment rémunérateur.

*La pauvreté est actuellement banalisée dans les médias, elle est considérée comme inéluctable avec un certain sentiment de fatalisme et de résignation.

Un constat s'impose, la pauvreté et la précarité sont en progression. Elles touchent aujourd'hui 13% de la population. La pauvreté est devenue plus jeune, plus féminine, plus étrangère.

Le coût du logement a explosé, les logements sociaux sont trop peu nombreux, les frais d'accueil des enfants et les frais scolaires sont trop élevés, l'emploi est plus que jamais difficile à trouver, le montant des allocations sociales ne permettent pas de vivre dignement, les conditions d'accès à l'aide sociale générale sont de plus en plus difficiles à rencontrer ...

Des demandes se sont faites jour: meilleure reconnaissance des structures existantes, meilleure diffusion d'informations sur les différents services (de nombreuses associations existent mais elles sont méconnues et parfois mal réparties sur le territoire), simplification des textes pour une meilleure compréhension par tous, augmentation des moyens financiers, favoriser la création de liens et de synergie pour optimiser ce qui est déjà en place...

Des désillusions se sont exprimées. La déception des défavorisés est grande. 10 ans après le premier rapport, malgré le dialogue entamé et certaines mesures mises en œuvre (maximum à facturer, simplification des allocations familiales, règlement collectif des dettes), la pauvreté n'a cessé d'augmenter. Ces rencontres ne sont-elles pas un peu veines, l'espace y est-il vraiment pour le dialogue? Les conditions sont-elles réellement réunies pour une vraie discussion? Certains, pensent que ce n'est pas le cas, que la démarche s'avère inutile et ils l'ont fait savoir lors de cette journée nationale. Trop de propositions transmises aux décideurs politiques n'ont pas reçu d'écho.

Le résultat de ces rencontres ainsi que de la journée nationale du 16 juin alimenteront le troisième rapport bisannuel du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion qui sera présenté en décembre 2005 à la Conférence interministérielle de l'intégration sociale.

Demain

De ces rencontres, le Ministre de l'Intégration sociale a dégagé cinq pistes de travail qui lui semblent incontournables pour développer une politique de lutte contre la pauvreté :

1. combler « la fracture mentale », c'est-à-dire, ne pas nier la pauvreté ou l'individualiser de manière à rejeter sur les personnes pauvres la responsabilité de leur situation. Ne pas isoler les personnes pauvres mais maintenir le contact, former des intermédiaires, communiquer.
2. Développer une politique transversale de lutte contre la pauvreté. La

politique en matière de pauvreté doit être plus globale. Tous les aspects de l'activité politique doivent être concernés pour garantir les droits de base de chacun.

3. Renforcer la coordination entre les différents niveaux de pouvoir.
4. Accorder une attention accrue au suivi et à la mise en œuvre des mesures et impliquer davantage les personnes concernées dans l'élaboration des mesures.
5. Renforcer la lutte contre la pauvreté et en faire une priorité de l'agenda politique.

Gageons que les recommandations qui seront tirées de ce prochain rapport mèneront vers des avancées concrètes. C'est à ce prix que seul un dialogue constructif tel qu'il a été initié en 1995 pourra se poursuivre. En effet, comme l'ont souligné Anne Herscovici, Présidente du CPAS d'Ixelles et Dominique Decoux, présidente du CPAS de Schaerbeek dans une Carte blanche parue dans le journal "Le Soir" du 15 juin 2005: "(...)l'heure n'est plus aux discours de compassion. Les constats et les analyses sont faits, les propositions et les recommandations sont légions. La participation des personnes vivant dans la pauvreté n'a de sens que si le processus de consultation aboutit à des mesures concrètes. Sinon, elle transforme la parole en "faire-valoir" de ceux qui la détiennent et fait des témoignages de vie des mises à nu humiliantes. Il est donc temps de se mettre au travail (...)"

Service de Lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale

Rue Royale 138
1000 Bruxelles
Tél : 02/212.31.73 (français)
02/212.31.66 (Nederlands)
Fax : 02/212.30.30
luttepauvrete@cntr.be
www.luttepauvrete.be



Armoede: gisteren, vandaag, en morgen ?



België viert dit jaar zijn 175e verjaardag: een goede gelegenheid (zoals elke verjaardag) om eens om te kijken, de balans op te maken, de afgelegde weg te analyseren en vervolgens plannen te maken voor de toekomst. Dat geldt ook op het vlak van armoede.

Arm zijn, wat betekende dat 175 jaar geleden? Hoe heeft de strijd tegen de armoede vorm gekregen? Hoe is deze strijd geëvolueerd?

Gisteren¹

In de 19e eeuw was armoede niet alleen een probleem voor de armen. Ook de rijken waren er mee bezig. Die voelden zich immers bedreigd door de armen, een gevaarlijke klasse die wel eens in opstand zou kunnen komen...

Na de eerste grote algemene staking in 1886 groeit de bewustwording over de levensvoorwaarden van de werkende klasse en de ermee verbonden armoede. In dat tijdperk is een mens immers arm omdat hij verplicht is te werken om te overleven, omdat hij geen andere inkomsten heeft dan uit arbeid. Arbeid is in feite een factor van sociale uitsluiting.

Door deze bewustwording worden de armoedige toestanden een essentiële zorg van de maatschappij. Er wordt onderzoek verricht naar het lot van de arbeiders; de rechten van de arbeider komen tot stand. De arbeiders die sinds de industriële revolutie in fabrieken werken, lopen diverse risico's (ziekte, ongeval, werkloosheid...) die ze trachten te beheersen door vrije onderlinge verzekeringskassen op te richten.

Het stelsel van de sociale zekerheid komt stilaan tot stand als vrucht van sociale conflicten en strijd. Met de opkomst van het sociaal recht worden de sociale verzekeringen die de arbeiders hebben opgericht, geleidelijk verplicht. De Staat kan niet anders dan dit verder te ontwikkelen om de sociale cohesie te vrijwaren. Al in 1891 kent de Staat subsidies toe aan de mutualiteiten (een vrije verzekering waaraan de arbeiders zonder verplichting kunnen deelnemen). Pas in 1903 wordt het eerste verplichte stelsel ingevoerd, gericht op de arbeidsongevallen. In 1924 volgt de verplichte pensioenverzekering voor de arbeiders. In 1927 wordt de wet op de schadevergoeding voor beroepsziekten goedgekeurd. En in 1930 wordt het systeem voor kinderbijslag voor de loontrekkers geïnstalleerd.

¹ Dit kort historisch overzicht steunt deels op de uiteenzetting van de heer Matéo Alaluf op 16 juni 2005, de dag die de Koning Boudewijnstichting samen met het Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting organiseerde naar aanleiding van 10 jaar AVA (Algemeen Verslag over Armoede), en deels op de brochure "Alles wat je altijd al wilde weten over de Sociale Zekerheid" van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, oktober 2004.

Parallel met de ontwikkeling van de sociale zekerheid komen andere soorten antwoorden op het probleem van de armoede tot stand. In 1925 worden de Commissies van openbare onderstand opgericht als vangnet voor armen die niet genieten van de reeds ingevoerde sociale zekerheid. Zij moeten de behoeftigen ondersteunen. De strijd tegen de armoede past in die tijd in een 'liefdadigheidssysteem' dat de armen stigmatiseert.

De crisis van de jaren 30 maakt duidelijk dat het reeds verwezenlijkte moet worden verbeterd door het verworvene te vereenvoudigen en eenvormig te maken, en door het systeem van verplichte verzekering te veralgemenen voor de nog niet betrokken sectoren.

Dit geïntegreerde en eenvormig gemaakte systeem ziet in 1944 het licht, met de besluitwet van 28 december die het stelsel van de sociale zekerheid invoert voor alle werknemers. Dit besluit regelt de ziekte- en invaliditeitsverzekering, het stelsel van de werkloosheidsuitkering, het pensioenstelsel, de kinderbijslag en de jaarlijkse vakantie².

Het sociaal pact dat leidde tot de uitwerking van deze besluitwet, steunt enerzijds op de sociale vrede tussen de vakbonds- en werkgeversorganisaties, en anderzijds op het solidariteitsbegrip. De vruchten van de groei die de markteconomie genereert, moeten billijk worden verdeeld. Het stelsel van sociale zekerheid wordt gefinancierd door sociale bijdragen die worden geïnd op basis van een loon dat voortaan wordt bepaald door een overeengekomen loonschaal. Deze bijdragen worden geïnd en herverdeeld door één instelling: de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

De sociale vooruitgang houdt aan. Sinds 1948 is de loonnorm verbonden met de levensduurte: de lonen worden geïndexeerd. Er is een lange weg afgelegd van het loon dat de arbeider verarmt tot het loon dat aan de markt ontsnapt, van arbeid als factor van sociale uitsluiting tot arbeid als factor van integratie. In 1955 wordt de 5-daagse werkweek ingevoerd. Vanaf 1965 krijgen de loontrekkers drie betaalde vakantieweken gewaarborgd.

Tussen 1970 en 1983 (historisch maximum) stijgen de uitgaven van de sociale zekerheid van 11 naar 20 % van het BBP.

Ook de maatschappelijke hulp voor wie buiten het stelsel van de sociale zekerheid valt, kent een evolutie. In 1974 wordt de wet op het recht op het bestaansminimum goedgekeurd. Het bestaansminimum vormt een limiet, de laagste grens voor de lonen.

Vanaf de jaren 80 functioneren de stelsels van sociale zekerheid en bijstand in een context van geldgebrek. De overheidsfinanciën kennen een enorm tekort. De werkloosheidsgraad is hoog en blijvend. Op de markt gaat het niet meer om productiviteit maar om concurrentiekracht.

De financiering van de sociale zekerheid staat vandaag zeer zwaar onder druk. Het aandeel van de patiënt in de uitgaven voor gezondheidszorg stijgt geregeld. De sociale uitkeringen worden geïndexeerd maar volstaan niet langer om het welzijn te vrijwaren. Steeds meer mensen voelen zich onvoldoende beschermd door het systeem en doen een beroep op privé-verzekeringen.

Het stelsel van de sociale zekerheid is sinds zijn oprichting voortdurend veranderd. Het past zich aan de ontwikkelingen aan. Hoewel we vandaag

² Dit stelsel betreft de loontrekkende werknemers. Pas een tiental jaren later werden de sociale bijdragen ook verplicht voor de zelfstandigen.

een uitholling van de sociale rechten meemaken, staat het systeem niet op de rand van de ineenstorting. Op 125 jaar tijd werd al bij al een aanzienlijke vooruitgang geboekt in de strijd tegen de armoede.

De voorbije 25 jaar kende het systeem echter veeleer een regressie dan een voortzetting van de vooruitgang, en dat terwijl nu meer rijkdom wordt geproduceerd dan ooit tevoren.

Vandaag

Vandaag leven in België 1,3 miljoen mensen in armoede of bestaansonzekerheid. En dat aantal blijft maar toenemen.

Voor de vuist weg enkele cijfers voor Brussel:

Meer dan een kwart van de Brusselaars leeft in een huishouden waar geen enkele betaalde arbeid wordt verricht.

20,3 % van de Brusselse huurwoonegelegenheid kost meer dan € 496 per maand (hogere gemiddelde kostprijs dan in de andere gewesten van het land).

De Brusselaars kennen een hogere schuldenlast (11,5 %) dan de gemiddelde Belg (8,3 %).

Bijna 28 % van de Brusselse zelfstandigen behoren tot de armste groep, terwijl het nationale gemiddelde 18 % is.

Om de toestand zo nauwkeurig mogelijk te evalueren werd al in 1995 het eerste algemeen (en nationaal) verslag over de armoede overhandigd aan de minister voor Maatschappelijke Integratie. Dit verslag was innoverend door zijn intentie het woord te verlenen aan de directe betrokkenen, mensen die in de armoede leven, en dit via hun verenigingen en terreinwerkers. Deze dialoog bracht het treffendst mogelijke verslag tot stand over armoede-situaties zoals die worden beleefd.

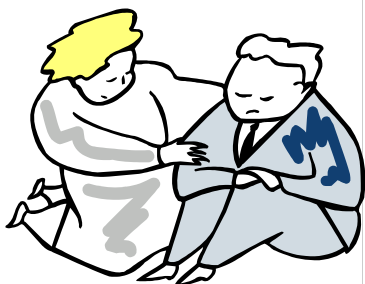
Het verslag kende een grote maatschappelijke en mediatieke impact, en leidde tot oprichting van een structureel instrument in de strijd tegen de armoede: het samenwerkingsakkoord van 1999 tussen de federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, waarin de verschillende overheden zich verbinden tot een duurzame en gecoördineerde strijd tegen armoede. Het Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting, dat werd opgericht als gevolg van dit samenwerkingsakkoord, zet op structurele wijze de dialoog voort die met de spelers in de strijd tegen de armoede werd aangegaan, door te ijveren voor zijn doelstelling: voorstellen en aanbevelingen doorspelen aan de politieke beleidsmakers.

En hoe staat het 10 jaar later met de armoede in België?

Teneinde dat verslag te actualiseren en de betrokken spelers opnieuw te mobiliseren, heeft de minister van Maatschappelijke Integratie aan de Koning Boudewijnstichting en het Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting gevraagd in Brussel en in de tien provincies dialoogmomenten te organiseren evenals een nationale ontmoeting op 16 juni 2005. Er werden vragen gelanceerd met betrekking tot sociale bijstand, cultuur, onderwijs, gezin, justitie, huisvesting, gezondheid en werkgelegenheid.

Deze dialoogmomenten brachten volgende ideeën naar voren:

*Gelijkheid en solidariteit zijn waarden die op de terugweg zijn.



*In een periode van economische groei lijken de resultaten van die groei niet billijk verdeeld te worden.

*Er moet niet alleen werk gecreëerd worden maar ook toegezien op de kwaliteit ervan.

*Veel mensen die zich in een toestand van armoede of bestaansonzekerheid bevinden, hebben wel een baan, maar deze is niet lonend genoeg.

*Armoede wordt momenteel gebanaliseerd in de media, en afgeschilderd als onvermijdelijk, met een zeker gevoel van fatalisme en berusting.

Er dringt zich een vaststelling op: armoede en bestaansonzekerheid rukken op en raken vandaag 13 % van de bevolking. Armoede is jonger, vrouwelijker en allochtoner geworden.

De kostprijs van huisvesting is enorm gestegen, er zijn niet genoeg sociale woningen, de kostprijs van kinderopvang en onderwijs is te hoog, werk is meer dan ooit moeilijk te vinden, het bedrag van de sociale uitkeringen volstaat niet voor een menswaardig leven, de toegang tot algemene sociale bijstand is aan steeds moeilijker te realiseren voorwaarden verbonden ...

Vragen zijn legio: betere erkenning van bestaande structuren, betere informatieverspreiding over de verschillende diensten (er bestaan veel organisaties, maar ze zijn onbekend en soms slecht verdeeld over het grondgebied), vereenvoudiging van teksten zodat ze begrijpelijker zijn voor iedereen, verhoging van de financiële middelen, bevordering van het creëren van banden en synergieën om het reeds bestaande te optimaliseren...

Er is ook sprake van ontgoocheling, veel ontgoocheling bij de minst bedeelden: 10 jaar na het eerste verslag is de armoede alleen maar toegenomen, ondanks de aangevatte dialoog en sommige maatregelen (maximumfactuur, vereenvoudiging van kinderbijslagen, collectieve schuldregeling). Zijn deze ontmoetingen niet een beetje een lege doos? Is er echt ruimte voor dialoog? Zijn de voorwaarden voor een echte discussie echt vervuld? Sommigen denken dat dit niet het geval is, dat deze aanpak nutteloos is. En ze hebben dat laten weten tijdens de nationale dag. Van te veel voorstellen aan de beleids mensen werd niets meer vernomen.

Het resultaat van deze ontmoetingen en van de nationale dag van 16 juni zal zijn weg vinden naar het derde twejaarlijks verslag van het Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting dat in december 2005 zal worden voorgelegd aan de Interministeriële conferentie voor maatschappelijke integratie.

Morgen

De minister voor Maatschappelijke Integratie heeft uit deze ontmoetingen vijf krachtlijnen afgeleid die hem essentieel lijken in de ontwikkeling van een beleid van armoedebestrijding:

1. Het dempen van de 'mentale kloof': de armoede niet loochenen of individualiseren en op die manier de armen opzadelen met de verantwoordelijkheid voor hun situatie. Arme mensen niet isoleren maar contact onderhouden, bemiddelaars opleiden, communiceren.
2. Een transversaal beleid voor armoedebestrijding ontwikkelen. Het

armoedebeleid moet algemener zijn. Alle aspecten van de politieke activiteit moeten worden ingeschakeld om de basisrechten van elkeen te garanderen.

3. De coördinatie tussen de verschillende machtsniveaus versterken.
4. Meer aandacht schenken aan de follow-up en de uitvoering van maatregelen, en de betrokkenen meer betrekken bij de uitwerking van de maatregelen.
5. De strijd tegen de armoede opdrijven en verheffen tot een prioriteit op de politieke agenda.

Wij rekenen erop dat de aanbevelingen die uit dit volgende verslag zullen worden gelicht, zullen leiden tot concrete vooruitgang. Dat is de prijs om te kunnen voortgaan met een alleen maar constructieve dialoog zoals opgezet in 1995. Want zoals Anne Herscovici en Dominique Decoux, OCMW-voorzitters in respectievelijk Elsene en Schaarbeek beklemtonen in "Carte Blanche" (een soort 'open tribune') in de krant "Le Soir" (15 juni 2005): "Voor redevoeringen vol medeleven is geen tijd meer. De vaststellingen en analyses zijn klaar. Er is geen gebrek aan voorstellen en aanbevelingen. De inspraak van mensen die in armoede leven, heeft slechts zin als het consultatieproces uitmondt in concrete maatregelen. Anders glijdt het woord van de sprekers af tot lippendienst en blijken de uit het leven gegrepen getuigenissen niets anders te zijn dan een vernederend te kijk zetten. Het is dus tijd om aan het werk te gaan..."

Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting

Koningsstraat 138
1000 Brussel

Tel.: 02/212.31.73 (français)

02/212.31.66 (Nederlands)

Fax: 02/212.30.30

armoedebestrijding@cntr.be

www.armoedebestrijding.be



LE SECRET PROFESSIONNEL

Il est pour le moins malaisé de résumer en une page un exposé de plus de deux heures ainsi que les échanges avec la salle. Aussi, allons à l'essentiel.

Le fondement légal¹ du secret professionnel est connu de la plupart et le but poursuivi par la règle de droit semble manifeste : limiter la circulation de l'information entre sphère privée intime et espace public. Pour les travailleurs sociaux, on mentionnera également qu'il n'y a guère de relation de confiance possible sans garantie de confidentialité.

L'article 458 du Code pénal n'est pas la seule disposition, loin s'en faut², à protéger la vie privée et tous ceux qui réalisent des enquêtes sociales devraient prendre connaissance de la *loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* pour réaliser pleinement les normes qualitatives auxquelles doivent répondre les données recueillies.

Le secteur de l'aide à la jeunesse (Communauté française) nous a semblé intéressant pour poser la délicate question du **secret professionnel partagé**. En effet le Code de déontologie du secteur (fixé par et annexé à l'arrêté du 15.05.1997) prévoit explicitement ce scénario en son article 7. Fait rare car ce partage, ignoré par les autres réglementations, est plutôt affaire de pratique et de doctrine. Cette dernière estime, en règle générale, que la réunion de quatre conditions est indispensable pour pouvoir partager à savoir:

- 1°- la personne à qui l'on communique l'information doit aussi être tenue au secret professionnel ;
- 2°- la communication est nécessaire au vu des objectifs de l'aide ;
- 3°- le bénéficiaire de l'aide doit avoir marqué son accord préalable ;
- 4°- l'intervenant à qui l'on révèle l'information doit remplir la même mission.

Quant à l'article 12 du Code, qui traite spécifiquement du secret professionnel, il nous fait rencontrer la notion d'**état de nécessité** qui « excuse », le cas échéant, de violer ledit secret.

L'état de nécessité (à ne pas confondre avec la non assistance à personne en danger) ne peut être « valablement » invoqué que si, et seulement si,

- 1°- il s'agit d'éviter un danger imminent, grave et certain pour autrui ;
- 2°- l'intérêt que l'on cherche à sauvegarder est supérieur à l'intérêt sacrifié;

¹ L'article 458 du Code pénal s'articule autour des deux notions de *confident nécessaire* (càd consulté par nécessité) et d'informations obtenues dans l'*exercice de cet état ou de cette profession*.

² Voir notamment l'article 17 du Pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques, l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et l'article 22 de la Constitution belge



3°- on ne peut le sauvegarder qu'en commettant l'infraction (de transgresser le secret).

Enfin, le dernier paragraphe du dernier article du Code emporte une obligation de délation³.

Cette disposition est à rapprocher de l'art. 458 bis du Code pénal qui autorise l'information du Procureur du Roi pour toute une série d'infractions (viol, mutilation sexuelle ...) commises sur un mineur. Cette possibilité n'exonère pourtant pas des obligations visées à l'art. 422 bis à savoir la **non assistance à personne en danger**. En effet, contrairement à une idée reçue, ce devoir d'assistance n'est pas un feu vert à la délation. Il s'agit d'un devoir d'intervention qui peut, dans certaines circonstances, se traduire par l'appel au judiciaire.

Nous avons également examiné la situation des C.P.A.S., ce qui nous a permis de constater que bien souvent la loi leur impose la communication de données⁴.

Ceci nous a conduits à nous interroger sur les spécificités éventuelles des services sociaux « attachés » aux organismes de la sécurité sociale (sens large). Il apparaît clairement que les données d'identité (ou signalétiques) n'ont pas été recueillies dans le cadre d'une confiance nécessaire ce qui n'empêchera pas le professionnel, dès lors non tenu au secret, de constamment faire preuve d'une nécessaire discrétion.

Une conclusion provisoire, parmi d'autres, s'impose à nous. Au cours d'une carrière, nous sommes relativement peu souvent confrontés au grand questionnement éthique (mais balisé par le juridique) d'enfreindre, oui ou non, le secret professionnel.

Par contre, les infractions banalement quotidiennes dans la routine des relations de travail (autour de la machine à café ou de la photocopieuse) sont légion et le plus souvent « justifiées » par notre seul « confort » (*se décharger ...*). Combattons-les. Elles se révèlent souvent désastreuses pour l'utilisateur (stigmatisation ...).

P. De Proost

POUR EN SAVOIR PLUS, se référer à la bonne bibliographie de « Confidentialité et secret professionnel : enjeux pour une société démocratique », opuscule disponible gratuitement à la Communauté française (coordination de l'aide aux victimes de maltraitance).

³ *Tout intervenant ayant connaissance de faits de maltraitance, dont notamment les abus sexuels, commis par un autre intervenant, est tenu d'en informer les autorités compétentes.*

⁴ Voir DE PROOST, P., Respect de la vie privée et appel à l'aide sociale pour mener une vie conforme à la dignité humaine : la quadrature du cercle ?, *Les Cahiers de Prospective Jeunesse*, Vol. 7, n° 2, 2^{ème} trim. 2002, pp. 37 - 43 (signalons que tout le cahier est consacré au secret professionnel et que d'autres contributions, par exemple celle de L. NOU-WYNK, seront utilement consultées).

Carnet d'adresses / Adresboekje

Changements de coordonnées / Wijzigingen coördinaten

Les coordonnées actuelles figurent en **gras** /
De huidige adresgegevens zijn **vetjes** gedrukt

BRUSSEL GEZOND STADSGEWEST

Handelskaai 7
1000 Brussel
Tel: 02/219.84.44
Fax: 02/219.84.49

Nieuwe e-mail: gezonde.stad@wgo.irisnet.be

BRUXELLES VILLE-REGION EN SANTE

Quai du Commerce 7
1000 Bruxelles
Tel : 02/219.84.44
Fax : 02/219.84.49

Nouvel e-mail : ville.sante@oms.irisnet.be

BUURTWERK MOLENBEEK CENTRUM

BUURTHUIS BONNEVIE
Bonneviestraat 40
1080 Sint-Jans-Molenbeek
Tel: 02/410.76.31
Fax: 02/411.80.33
E-mail: bonnevie@skynet.be

CAFRA

Rue de la Stratégie 45
1160 Auderghem
www.planningfamilial-cafra.org
Tel: 02/660.75.06

Nouvel e-mail : info@planningfamilial-cafra.org

CENTRE SEVERINE PLANNING FAMILIAL LAÏQUE DE BRUXELLES- OUEST

Rue d'Aumale 21
Avenue Raymond Vander Bruggen 84
1070 Bruxelles
www.planning-severine.org
Tel : 02/524.33.14
Fax : 02/522.20.83
E-mail : centreseverine@hotmail.com

DIENSTENCENTRUM AKSENT-AANVULLENDE THUISZORG

Broederschapsstraat 21
Liedtsstraat 27-29
1030 Schaarbeek



Tel: 02/201.29.01
Fax: 02/217.75.02
E-mail: evacloet@dc-aksent.be

FLORA, NETWERK VOOR VORMING EN WERKCREATIE MET VROUWEN
Vooruitgangstraat 333

Vooruitgangstraat 323/7

1030 Schaarbeek

www.florainfo.be

Tel: 02/204.06.40

Fax: 02/204.06.49

E-mail: info@florainfo.be

FLORA, RESEAU POUR LA FORMATION ET LA CREATION D'EMPLOIS
AVEC DES FEMMES

Rue du Progrès 333

Rue du Progrès 323/7

1030 Schaerbeek

www.florainfo.be

Tel: 02/204.06.40

Fax: 02/204.06.49

E-mail : info@florainfo.be

L'AQUARELLE

Rue de Molenbeek 122

Rue de Tivoli 45

1020 Bruxelles

Tel : 02/420.42.20

Fax : 02/421.24.15

PROSPECTIVE JEUNESSE

Rue Mercelis 27

Chaussée d'Ixelles 144

1050 Bruxelles

www.prospective-jeunesse.be

Tel : 02/512.17.66

Fax : 02/513.24.02

E-mail : info@prospective-jeunesse.be

VLAAMSE KANKERTELEFOON

070/222.111

078/150.151

Liste des services de colis alimentaires et épiceries sociales / Lijst van diensten die voedselpakketten uitdelen en sociale kruideniers

La liste des services qui distribuent des colis alimentaires pendant l'hiver est chaque année mise à jour et disponible à la Banque alimentaire de Bruxelles-Brabant.

De lijst van de diensten die tijdens de wintermaanden voedselpakketten uitdelen wordt jaarlijks bijgewerkt en kan opgevraagd worden bij de Voedselbank Brussel-Brabant.

BANQUE ALIMENTAIRE DE BRUXELLES-BRABANT

Rue de Glasgow 16
1070 BRUXELLES
TEL:02/522.97.00
FAX:02/522.20.74
logistic@foodbank-brabant.be

La récolte et la distribution de vivres au profit des plus démunis.



VOEDSELBANK BRUSSEL-BRABANT

Glasgowstraat 16
1070 BRUSSEL
TEL : 02/522.97.00
FAX : 02/522.20.74
logistic@foodbank-brabant.be

Gratis voedseloverschotten inzamelen en deze ter beschikking stellen van minderbedeelden.

BELGISCHE FEDERATIE VAN VOEDSELBANKEN VOOR DE STRIJD TEGEN DE HONGER IN EIGEN LAND

Glasgowstraat 16
1070 BRUSSEL
TEL:02/559.11.10
FAX:02/559.11.29
www.voedselbanken.be
foodbanks@skynet.be

Alle Belgische Voedselbanken, die door haar worden erkend, die voedsel inzamelen en verdelen onder behoeftigen, samenbrengen met het oog op een gemeenschappelijke werking.

**FEDERATION BELGE DES BANQUES ALIMENTAIRES POUR
LA LUTTE CONTRE LA FAIM DANS NOTRE PAYS**

Rue de Glasgow 16
1070 BRUXELLES
TEL:02/559.11.10
FAX:02/559.11.29
www.banquesalimentaires.be
foodbanks@skynet.be

Réunir, en vue d'un action conjointe, toutes les banques alimentaires fonctionnant sur le territoire de la Belgique et reconnues par elle et dont l'objet est la récolte et la distribution de vivres au profit des plus démunis.

*

**Liste des associations en Région Bruxelloise,
classée par code postal**

**Lijst van de verenigingen binnen het Brussels Gewest,
gerangschikt volgens postcode**

1000

ARMEE DU SALUT
Boulevard d'Ypres 24
1000 BRUXELLES
TEL:02/217.61.36
Colis alimentaires

BONDO
Boulevard d'Ypres 39/1
1000 BRUXELLES
TEL : 02/217.66.79
FAX : 02/217.66.80
Colis alimentaires

CENTRE DE JOUR MA MAISON
Rue Haute 266
1000 BRUXELLES
TEL:02/512.13.80
Distribution de tartines de 9h à 10h tous les jours

CENTRE MAROLLIEN DE FORMATION PAR LE TRAVAIL
LES CAPUCINES
Rue des Capucins 30
1000 BRUXELLES
TEL : 02/502.02.09
Épicerie sociale

COMITE DE LA SAMARITAINE
Rue de la Samaritaine 41/6
1000 BRUXELLES
TEL:02/513.06.26
FAX:02/513.06.06
Colis alimentaires

ESPACE SOCIAL TELE-SERVICE

Boulevard de l'Abattoir 27-28

1000 BRUXELLES

TEL:02/548.98.00

FAX:02/502.49.39

teleservice.c@skynet.be

mediation@tele-service.be

Colis alimentaires**FRASODI**

Artoisstraat 21

1000 BRUSSEL

TEL:02/513.52.29

FAX:02/502.64.39

Voedselpakketten**LEGER DES HEILS**

Ieperlaan 24

1000 BRUSSEL

TEL:02/217.61.36

Voedselpakketten**LE PETIT PAIN DU COEUR**

Rue du Pélican 20

1000 BRUXELLES

TEL:02/223.26.20

Epicerie sociale, colis alimentaires**NATIVITAS**

Rue Haute 116-118

1000 BRUXELLES

TEL:02/512.02.35

FAX:02/226.42.12

Colis alimentaires**PAROCHIE SINT-ROCHUS**

Voorstadsstraat 3

1000 BRUSSEL

TEL:02/203.29.15

Voedselpakketten**PAROISSE SAINT-ROCH**

Rue du Faubourg 3

1000 BRUXELLES

TEL:02/203.29.15

Colis alimentaires**VRIENDEN VAN HET HUIZEKE**

Vossenplein 23

1000 BRUSSEL

TEL:02/513.28.46

huizeke@archipel.be

Voedselpakketten

1020**CENTRE D'ENTRAIDE DE LAEKEN**

Rue Stéphanie 107
1020 BRUXELLES
TEL:02/426.34.87
Colis alimentaires

1030**AMANI**

Rue du Noyer 322
1030 BRUXELLES
TEL : 02/732.45.23
Colis alimentaires

CENTRE D'AIDE A L'ENFANT NASCI

Rue d'Anethan 4
1030 BRUXELLES
TEL : 02/216.88.85
FAX : 02/216.88.86
www.nascivzw.be
nascivzw@skynet.be
Colis nourriture pour enfants

CENTRE DE SERVICE SOCIAL

Avenue Rogier 386
1030 BRUXELLES
TEL : 02/705.15.89
Colis alimentaires

CROIX-ROUGE DE BELGIQUE SECTION SCHAERBEEK

Rue Anatole France 31
1030 BRUXELLES
TEL:02/215.43.96
<http://schaerbeek.stools.net/index.htm>
Epicerie sociale

DIENSTENCENTRUM VOOR HET KIND NASCI

d'Anethanstraat 4
1030 BRUSSEL
TEL:02/216.88.85
www.nascivzw.be
nascivzw@skynet.be
Voedselpakketten voor kinderen

PAROISSE SAINTE-ALICE

Avenue Dailly 134
1030 BRUXELLES
TEL: 02/215.06.91
Colis alimentaires

SOCIETE DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE LA REGION
BRUXELLOISE

Avenue Albert Giraud 21
1030 BRUXELLES
TEL : 02/241.50.65

Dépot alimentaire du service social de St Vincent de Paul - Section
Bruxelles situé avenue Rogier

1040

MOUVEMENT SANS NOM

Rue Bordiau 59
1040 BRUXELLES
TEL:02/734.94.94

Colis alimentaires

SERVICE SOCIAL NOTRE-DAME DU SACRE-CŒUR

Rue de la Grande Haie 113
1040 BRUXELLES
TEL : 02/733.83.29

Colis alimentaires

1050

ARMEE DU SALUT IXELLES

Rue Tenbosch 122
1050 BRUXELLES
TEL: 02/345.02.33

Colis alimentaires

CENTRE D'ACTION SOCIALE GLOBALE BRUXELLES SUD-EST

Rue de la Cuve 1
1050 BRUXELLES
TEL : 02/648.10.72
FAX : 02/648.50.01

Colis alimentaires en hiver

CENTRE D'ACCUEIL ABBE FROIDURE

Rue Américaine 101
1050 BRUXELLES
TEL:02/537.30.26
FAX:02/534.70.78
casaf@petitsrien.be

Colis alimentaires

CENTRUM VOOR SOCIALE OPVANG EERWAARDE HEER
FROIDURE

Amerikaansestraat 101
1050 BRUSSEL
TEL:02/537.30.26
FAX:02/534.70.78

casaf@petitsrien.be
Voedselpakketten

**CENTRE SOCIAL PROTESTANT CENTRE D'AIDE AUX
 PERSONNES**

Rue Cans 12

1050 BRUXELLES

TEL: 02/512.80.80 (général), 02/500.10.14, 02/500.10.18 (service polyvalent), 02/500.10.10, 02/500.10.15, 02/500.10.17 (médiation de dettes), 02/500.10.11, 02/500.10.12, 02/500.10.13 (service réfugiés)

FAX:02/512.70.30

csp.psc@skynet.be

Distribution de colis de vivres

LA MAISON AFRICAINE

Rue Alsace-Lorraine 33

1050 BRUXELLES

TEL:02/289.67.37,02/513.75.92

FAX:02/512.73.52

maisonafricaine@scarlet.be

Service de colis alimentaire 1x/mois

LA MAISON AFRICAINE

Elzas-Lotharingenstraat 33

1050 BRUSSEL

TEL:02/289.67.37,02/513.75.92

FAX:02/512.73.52

maison-africaine@brutele.be

Voedselpakketten

LEGER DES HEILS

Tenboschstraat 122

1050 BRUSSEL

TEL : 02/345.02.33

Voedselpakketten

LES PETITS RIENS

Rue Américaine 101

1050 BRUXELLES

TEL:02/537.30.26

FAX:02/534.70.78

www.spullenhulp.be

info@petitsriens.be, prhorizon@hotmail.com

Colis alimentaires

PROTESTANTS SOCIAAL CENTRUM CENTRUM VOOR ALGEMEEN WELZIJNSWERK

Cansstraat 12

1050 BRUSSEL

TEL:02/512.80.80 (algemeen), 02/500.10.14, 02/500.10.18 (polyvalent centrum), 02/500.10.10, 02/500.10.15, 02/500.10.17 (schuldbemiddeling), 02/500.10.11, 02/500.10.12, 02/500.10.13 (dienst vluchtelingen)

FAX:02/512.70.30

csp.psc@skynet.be
Voedselpakketten

SECOURS ET CONSEILS ASSOCIATION ROYALE
 Rue Keyenveld 91-93
 1050 BRUXELLES
 TEL:02/514.38.08
 FAX:02/514.38.06
Colis alimentaires

1060

ENTRAIDE SECTEUR SAINT-GILLES
 L'AUTRE EPICE
 Rue de l'Eglise Saint-Gilles 59
 1060 BRUXELLES
 TEL:02/538.84.79,02/538.46.09
 FAX:02/538.84.79
 lentraide.stgilles@belgacom.net
Epicerie sociale pour Saint-Gillois

ESPACE PARENTS-BEBES
 CENTRALE D'ACHAT DE LA PETITE ENFANCE
 Rue de l'Hôtel des Monnaies 143
 1060 BRUXELLES
 TEL:02/539.08.21
Alimentation pour nourrissons

SERVICE SOCIAL DE SOLIDARITE SOCIALISTE
 Rue de Parme 28
 1060 BRUXELLES
 TEL:02/537.39.84
 FAX:02/534.62.26
 seso28@skynet.be
Colis alimentaires

SISTERS OF MOTHER TERESA IN BELGIUM
 Avenue du Roi 69
 1060 BRUXELLES
 TEL : 02/539.41.17
Colis alimentaires

SOCIALE DIENST VAN SOCIALISTISCHE SOLIDARITEIT
 Parmastraat 28
 1060 BRUSSEL
 TEL:02/533.39.84
 FAX:02/534.62.26
 seso28@skynet.be
Voedselpakketten

WEDERZIJD'S HULPBETOON SECTOR SINT-GILLIS

L'AUTRE EPICE
 Sint-Gilliskerkstraat 59
 1060 BRUSSEL
 TEL:02/538.46.09,02/538.46.09
 FAX:02/538.84.79
 lentraide.stgil@belgacom.net
Sociale kruidenier voor inwoners van Sint-Gillis

1070

COMITE D'INFORMATION ET DE DEFENSE DES MINIMEXES
 D'ANDERLECHT
 C/o DALIDA RIGO
 Rue de l'Energie 11
 1070 BRUXELLES
 TEL : 0473/33.58.70
Colis alimentaires

COMITE VAN INFORMATIE EN VERDEDIGING VAN DE STEUN-
 TREKKERS VAN HET OCMW VAN ANDERLECHT
 P/a DALIDA RIGO
 Wilskrachtstraat 11
 1070 BRUSSEL
 TEL: 0473/33.58.70
Voedselpakketten

DE LOPER vzw
 Glasgowstraat, 18
 1070 BRUSSEL
 TEL:02/520.11.30
 FAX:02/520.11.30
Voedselpakketten

RAFAEL
 Dapperheidsplein 14A
 1070 BRUSSEL
 TEL:02/527.03.51
Voedselpakketten

RAPHAEL
 Place de la Vaillance 14A
 1070 BRUXELLES
 TEL:02/527.03.51
Colis alimentaires

SERVICE SOCIAL DE CUREGHEM
 Rue Van Lint 77
 1070 BRUXELLES
 TEL:02/523.93.64
 FAX:02/522.49.63
**Colis de vivre provenant de la banque alimentaire (1x/mois) pour les
 habitants de Cureghem**
 SOCIALE DIENST VAN KUREGEM

Van Lintstraat 75-77
 1070 BRUSSEL
 TEL:02/523.93.64
 FAX:02/522.49.63

Voedselpakketten afkomstig van de voedselbank (1x/maand) voor de inwoners van Kuregem

TABITA
 P/a Mevrouw Jeanine WEIJCKMANS
 Birminghamstraat 390
 1070 BRUSSEL
 TEL:0475/97.42.00, 02/522.83.02
Verdeling van voedselpakketten

TABITA
 C/o Mme Jeanine WEIJCKMANS
 Rue de Birmingham 390
 1070 BRUXELLES
 TEL : 0475/97.42.00, 02/522.83.02
Distribution de colis alimentaires

1080

SNIJBOONTJE RESTAURANT SOCIAL
 Rue d'Ostende 2
 1080 BRUXELLES
 TEL:02/410.85.27
Aide alimentaire directe (colis) en cas d'urgence

SOCIAAL RESTAURANT SNIJBOONTJE
 Oostendestraat 2
 1080 BRUSSEL
 TEL:02/410.85.27
Rechtstreekse voedselhulp (voedselpakketten) in noodgevallen

1081

TELE-KOEKELBERG
 Rue Herkoliers 69
 1081 BRUXELLES
 TEL: 0496.44.98.37
Colis alimentaires

1083

COMMUNAUTE CHRETIENNE DE GANSHOREN
 Rue Degreef 6
 1083 BRUXELLES
 02/501.87.54
Colis alimentaires

ENTRAIDE SAINTE-CECILE

Parvis Sainte-Cécile 2
1083 BRUXELLES
TEL : 02/427.00.81
Colis alimentaires

THUIS - DAGCENTRUM

Zeypstraat 33
1083 BRUSSEL
TEL:02/420.90.55
FAX:02/425.99.58
Voedselpakketten

1090**CENTRE D'ENTRAIDE DE JETTE**

Rue Henri Werrie 11
1090 BRUXELLES
TEL:02/428.90.56,02/428.85.38
FAX:02/428.90.56
www.jette.be/fr/05_social/entraide.htm
ce.jette@misc.irisnet.be
Service alimentaire

1150**EQUIPE D'ENTRAIDE SAINT-ALIX**

Clos de la Forêt 15
1150 BRUXELLES
TEL : 02/771.55.36
Colis alimentaires

1160**CENTRE DE DISTRIBUTION DE VIVRE NOTRE-DAME**

Avenue des Héros 32
1160 BRUXELLES
TEL : 02/672.05.23
FAX : 02/673.86.34
Colis alimentaires

1180**DIENST VOOR SOCIALE ACTIE VAN DE GEMEENTE UKKEL**

Victor Gambierstraat 21
1180 BRUSSEL
TEL:02/348.68.20
FAX:02/348.68.21
Winteractie: voedselpakketten

MON TOIT A MOI

Avenue Floréal 84
1180 BRUXELLES
TEL:02/344.35.12,02/344.94.28
Colis alimentaires

SERVICE D'ACTION SOCIALE DE LA COMMUNE D'UCCLE

Rue Victor Gambier 21
1180 BRUXELLES
Tel : 02/348.68.20
Fax : 02/348.68.21
Action "Grand froid" en hiver, quand nécessaire : colis

SANS/ZONDER

C/o M. Vincent MEESEN
Rue du Repos 137
1180 BRUXELLES
TEL:0496/27.41.47
Colis alimentaires

1190**CROIX-ROUGE DE BELGIQUE SECTION FOREST**

Avenue Wielemans-Ceuppens 11
1190 BRUXELLES
TEL : 02/347.26.87
Epicerie sociale (réservée aux habitants de Forest)

ENTRAIDE ET CULTURE

Avenue Van Volxem 525
1190 BRUXELLES
TEL:02/539.43.61
FAX:02/539.43.70
entraideculture@skynet.be
Service d'aide alimentaire

ENTRAIDE SAINT-AUGUSTIN

Rue Saint-Augustin 12
1190 BRUXELLES
TEL : 02/344.59.56
Colis alimentaires

SAINTE-VINCENT DE PAUL A SAINT-ANTOINE DE PADOUE

Avenue du Roi 218/2
1190 BRUXELLES
TEL : 02/537.22.07
FAX : 02/537.22.07
Colis alimentaires

1200

ENTRAIDE SAINT-HENRI

Parvis Saint-Henri 18

1200 BRUXELLES

TEL : 02/733.22.58

FAX : 02/733.79.45

Colis alimentaires, Epicerie sociale

1210

LE RESTAURANT LA BONNE PORTE

Chaussée de Louvain 97

1210 BRUXELLES

TEL:02/218.06.93

Tous les derniers vendredis du mois, distribution de colis de nourriture
fournis par la Banque alimentaire

Le CDCS c'est

①

- Plus de 10 000 associations et autres organismes bruxellois repris dans une base de données. Outre des informations telles que leurs coordonnées et activités, celle-ci gère également de nombreux documents s'y rapportant tels que leurs statuts ou brochures de présentation.
- Un fichier des acteurs, personnes ressources et partenaires.
- Un fonds documentaire comprenant : des milliers d'articles issus de la presse ou de revues spécialisées ; des ouvrages ; des rapports de recherche ; des rapports d'activités ; des brochures ; des actes de colloques, séminaires, etc. ; des répertoires.

②

Un site WEB : www.cdcs.irisnet.be

③

Un outil "passeur de frontières"
Service d'information bicommunautaire, le CDCS permet un accès facile et rapide aux informations, initiatives et professionnels de l'action sociale néerlandophone à Bruxelles.

④

Une équipe à votre service du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et les après-midi sur rendez-vous.



Centre de Documentation et
de Coordination Sociales

183 Avenue Louise
1050 Bruxelles
Tel : 02/511.08.00
Fax : 02/512.25.44

E-mail : info.cdcs@cdcs.irisnet.be

Het CMDC, dat betekent

①

- Meer dan 10 000 Brusselse verenigingen en organisaties in een databank. Behalve informatie zoals het adres en de activiteiten bevat de databank heel wat documenten zoals statuten en voorstellingsbrochures.
- Een bestand met actoren, experts en partners.
- Een documentatiebestand met: duizenden artikels uit kranten en gespecialiseerde tijdschriften ; boeken ; onderzoeksrapporten ; jaarverslagen ; brochures ; verslagen van colloquia, seminaries, studiedagen ; gidsen.

②

Een website : www.cmdc.irisnet.be

③

Een "grensoverschrijdend" werkinstrument
Als bicommunautaire dienst voor informatieverstrekking biedt het CMDC eenvoudig en snel toegang tot informatie, initiatieven en professionals uit de Franstalige welzijnssector in Brussel.

④

Een team dat ter beschikking staat van maandag tot vrijdag van 9u tot 12u ; in de namiddag na afspraak.



Centrum voor Maatschappelijke
Documentatie en Coördinatie

Louizalaan 183
1050 Brussel
Tel: 02/511.08.00
Fax: 02/512.25.44
E-mail: info.cmdc@cmdc.irisnet.be

Collaboration du CDCS à la réalisation de ce numéro / Medewerking van het CMDC aan dit nummer :
Documentation / Documentatie: Yolanda Puttemans, Sophie Lefèvre, Catherine Giet et/en Corinne Malchair
Lay-out : Emmanuel Spitaels
Coordination / Coördinatie : Solveig Pahud

UNE FEDERATION DE CENTRES DE SERVICE SOCIAL MUTUALISTES BRUXELLOIS : POURQUOI ?

Dans la Région de Bruxelles-Capitale, il existe 10 Centres de Service Social mutualistes agréés.

Les responsables des Centres de Service Social des mutualités socialistes, chrétiennes, libérales et neutres ont décidé de se regrouper en fédération bruxelloise afin de mieux répondre aux défis sociaux actuels.

Les mutualités ont des missions de type « action sociale » (article 3 C – Loi du 6 août 1990) et font partie d'un dispositif social d'importance puisque son activité se saisit justement de la globalité des situations socio-sanitaires de leurs membres.

La spécificité de cet ancrage mutualiste permet d'une part la capacité à traiter – en **prise directe** – de plusieurs problèmes en même temps et d'autre part d'assurer le lien entre l'aide sociale et la sécurité sociale.

La création de notre fédération est l'aboutissement d'un travail de collaboration, entre différents acteurs œuvrant sur le terrain.

En tant que représentante des Pouvoirs Organisateurs, notre fédération permet :

- d'une part d'optimiser la représentation des centres auprès des pouvoirs publics et des partenaires du secteur;
- d'autre part de rappeler le rôle des Centres de Service Social mutualistes comme des centres de “ service au public ” mais également complémentaires aux services publics existants. En effet, cette complémentarité est nécessaire dans le sens où la protection sociale est un champ où l'Etat ne peut **tout** organiser, laissant ainsi une place aux associations **et** aux institutions;
- enfin de visualiser les conséquences des politiques sociales et de santé grâce aux relais locaux des mutualités.

Le but de notre Fédération est :

- **assurer la représentation du secteur auprès des pouvoirs subsidiaires et/ou consultatifs**
- **faire connaître l'action sociale de ces centres en assurant la récolte et la diffusion des informations nécessaires à leur visibilité**
- **être une plate-forme de rencontre avec les autres intervenants sociaux.**
- **complémentaire, elle pourra prodiguer des formations et/ou documentations spécifiques aux travailleurs sociaux de ces Centres.**



WAAROM EEN VERBOND VAN CENTRA VOOR MAATSCHAPPELIJK WERK VAN DE ZIEKENFONDSEN UIT HET BRUSSELSE ?

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn er 10 erkende centra voor maatschappelijk werk van de ziekenfondsen .

De verantwoordelijken van de Centra Maatschappelijk Werk van de socialistische, christelijke, liberale en neutrale ziekenfondsen hebben zich verenigd in een Brussels verbond teneinde beter te kunnen reageren op de actuele sociale uitdagingen.

De ziekenfondsen hebben opdrachten op het vlak van “sociale actie” (artikel 3 C – wet van 6 augustus 1990) en zijn belangrijke sociale voorzieningen omdat ze zich precies toespitsen op het welzijn en de gezondheid van hun leden.

Dankzij deze verankering in het ziekenfonds kunnen verschillende problemen **onmiddellijk** en tegelijkertijd worden aangepakt en wordt de link tussen de sociale hulp en de sociale zekerheid gelegd.

De stichting van onze federatie is het resultaat van de samenwerking tussen de verschillende actoren die op het terrein werken.

Als vertegenwoordigster van de inrichtende machten, kan de federatie :

- de vertegenwoordiging van onze centra bij de overheid en andere partners uit het werkveld optimaliseren;
- de rol van de centra voor maatschappelijk werk van de ziekenfondsen als « dienst voor de bevolking » benadrukken. De centra zijn een aanvulling van de bestaande overheidsdiensten. De overheid kan immers niet **alles** organiseren op het vlak van sociale bescherming.
- de gevolgen duiden van het welzijns- en gezondheidsbeleid dankzij de plaatselijke kantoren van de ziekenfondsen.

Onze Federatie heeft als doel :

- **de sector te vertegenwoordigen bij de Brusselse subsidiërende en/of adviserende overheid**
- **uitstraling te geven aan de sociale actie van deze centra door de nodige informatie ter bevordering van hun bekendheid te vergaren en te verspreiden**
- **een ontmoetingsplaats te zijn met andere sociale actoren**
- **aanvullend, specifieke vorming en/of documentatie verstrekken aan de maatschappelijk assistenten van deze Centra.**